



Communiqué de presse du Collectif Inter-Hôpitaux du 22 décembre 2023

A la veille des vacances de fin d'année, le Collectif Inter-Hôpitaux exprime sa plus vive inquiétude sur l'état de notre système de santé et de sa capacité à prendre en charge les soins de la population.

Les personnels de l'hôpital public vont tenter, comme toujours, d'assurer avec professionnalisme et humanité pendant les nuits, les vacances, le week-end et les jours fériés la continuité des soins avec un accueil inconditionnel de tous les patients quels que soient leur statut social, leur origine, leur nationalité, leur religion ou opinion politique.

Pourtant, le CIH tient à informer la population que les conditions d'accueil et de soins sont dégradées et que, si les personnels vont faire de leur mieux, ils ne pourront être tenus responsables d'une situation catastrophique conséquence des politiques de santé menées par les gouvernements successifs. Des patients attendent déjà [des heures voir des jours sur des brancards](#), [des malades nécessitant des soins psychiatriques ne peuvent être hospitalisés faute de place disponible](#), des patients, [parfois des enfants, meurent de ne pouvoir être opérés en temps et en heure](#).

Le CIH s'inquiète qu'il n'y ait plus de ministre de la santé titulaire dans cette situation critique et souligne que la santé est [une des préoccupations principales des habitants de ce pays](#), loin devant l'immigration ou la restriction de l'accès à l'Aide Médicale d'Etat, contraire aux valeurs des soignants.

Alors que des décisions engageant des changements à court, moyen et long terme sont nécessaires, le CIH constate qu'il n'y a toujours pas de politique de santé clairement définie et que la succession d'annonces du président de la République ne sont pas suivies d'effets positifs sur le terrain où l'on constate même une aggravation de la situation : [fermeture de plus de 6000 lits d'hôpitaux en 2022](#) s'additionnant aux 40.000 lits fermés depuis 10 ans, fermeture régulière de services d'urgences, fuite des personnels soignants, augmentation des tarifs des complémentaires santé de l'ordre de 8%, un ONDAM hospitalier 2024 adopté par 49.3 qui correspond de fait à un plan de rigueur...

Le CIH souhaite mettre le Président de la République devant ses responsabilités : l'accès à la santé est un droit fondamental, pourtant la santé de nos concitoyens est mise en danger du fait des politiques menées depuis plusieurs années. Le déni est irresponsable et l'inaction est coupable.